



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12572 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de Traitement des Déchets Ménagers par Méthanisation, pour l'exploitation de l'unité située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier, avec la société AMETYST, pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Par délibération n°2018-141 du 29 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'un avenant n°1 à la convention de DSP, afin d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir de méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire, à la suite de la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité, occasionnant des variations des recettes et dépenses.

Ces dispositions avaient notamment eu pour effet d'entraîner une baisse des redevances de traitement des ordures ménagères et des biodéchets, représentant une économie pour la Métropole de 5,66 M € HT, soit 5,42 % par rapport au montant initial du Compte d'Exploitation Prévisionnel de 104 562 430,84 € HT.

L'avenant n°1 prévoit également dans son article 17 une revoyure pour la réalisation, avant la fin du premier semestre 2019, d'un avenant n°2 intégrant en particulier les conséquences de la fermeture programmée de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de Castries, ainsi que les conséquences de la trajectoire nouvelle (prévisionnelle à l'époque) de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), définie par l'État sur la redevance Rrefus, relative à la prise en charge par le délégataire des tonnages de refus excédentaires aux capacités maîtrisées par la Métropole. Ainsi, après examen des différents sujets nécessitant une mise au point contractuelle, l'avenant n°2 modifie les dispositions du contrat initial de DSP identifiées ci-après.

L'ISDnD de Castries cessant son activité au 30 novembre 2019, et la capacité de réception sur l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) Ocréal n'étant plus assurée, la rémunération forfaitaire initialement perçue par AMETYST pour le transport des refus vers ces deux installations est donc supprimée. Elle est remplacée par une nouvelle redevance prenant en compte les flux de refus considérés ainsi que les distances de transport vers de nouvelles installations de traitement, définies par Montpellier Méditerranée Métropole à l'issue des procédures de mise en concurrence, sur le périmètre de la Région Occitanie, conformément aux dispositions du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets non Dangereux.

Complémentairement, en conséquence de la désignation par la Métropole des installations destinées à assurer l'élimination de ses refus de traitement en substitution des installations de Castries et d'OCREAL, la redevance Rrefus rémunérant AMETYST pour le transport et le traitement des refus de excédentaires aux capacités initialement maîtrisées par la Métropole sur l'ISDnD et l'UVE est supprimée, la Métropole s'engageant ainsi à assumer l'intégralité du traitement des refus lui incombant, sans recours à AMETYST.

Par ailleurs, grâce aux efforts conjoints de la Métropole, du Syndicat Mixte de Réalisation des Installations et du Traitement des Ordures Ménagères (SMIRITOM) d'Alès et de Suez, l'autorisation de traiter à AMETYST la fraction organique extraite des ordures ménagères résiduelles par l'installation de tri mécano-biologique NEOVAL de Salindres est en instance d'aboutissement pour une première phase d'essais d'une durée de 3 mois à compter du 1^{er} mai 2019. En conséquence, l'abattement sur la participation pour l'utilisation de l'usine, prévu par l'avenant n°1 pour prendre en compte l'empêchement constaté à l'époque d'accueillir des déchets tiers, est suspendu pendant la réalisation de cet essai.

En tout état de cause, cet abattement sera supprimé à la date de mise en application du plan régional de prévention et de gestion des déchets, et au plus tard au 1er janvier 2020.

Enfin, conformément aux termes de la convention de DSP, l'avenant n°1 a arrêté les modalités de prise en charge par la Métropole des dépenses d'exploitation du dispositif de traitement d'air en amont du biofiltre 3 dont le montant n'était pas connu à la date de signature du contrat initial. À l'issue de la période d'essais menée conjointement par AMETYST et la Métropole, il est apparu que l'ajout d'un traitement de finition par charbons actifs permet de rendre plus efficace le laveur amont du biofiltre 3 installé par la Métropole et d'abattre de façon significative les charges odorantes et de garantir l'atteinte des seuils fixés par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter du site. À l'issue de la phase de test concluante, il a été décidé de réaliser les travaux de façon définitive en installant un étage de traitement de finition par charbons actifs. Le coût de ces travaux, pris en charge par la Métropole, s'élève à 248 948 € HT. Cette modification de process permet par ailleurs de baisser la consommation en réactifs du laveur. La redevance d'exploitation est donc modifiée en conséquence afin d'intégrer les coûts d'exploitation résultant de la modification des conditions de traitement d'air. Les charges annuelles supplémentaires associées au fonctionnement de cet équipement sont évaluées à 229 239 € HT par an, valeur septembre 2014. En conséquence, les redevances de traitement des ordures ménagères et des biodéchets s'établissent respectivement à 80,21 € HT et 30,36 € HT par tonne de déchet réceptionnée sur le site.

Le nouveau montant actualisé des recettes prévisionnelles de la DSP s'établit à 168 257 495 € HT, en augmentation de 8,98 % par rapport au montant initial de 154 397 952,67 € HT. Le nouveau montant actualisé des redevances versées par la Métropole au titre du traitement des ordures ménagères résiduelles et des biodéchets, s'établit à 101 749 363,00 € HT valeur septembre 2014, en diminution de 2,69 %, par rapport au montant initial de 104 562 430,84 € HT. Le montant global de redevances versées par la Métropole, compris le montant prévisionnel de la redevance transport, s'établit à € 110 490 270 € HT, en augmentation de 5,67 % par rapport au montant initial.

Ce projet d'avenant n°2 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers lors de sa séance du 13 mai 2019.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention de DSP pour le traitement des déchets par méthanisation,
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84564-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP_Ametyst_avenant_2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.